

Olivier Grojean

# La Révolution KURDE

LE PKK ET LA FABRIQUE D'UNE UTOPIE



LA DÉCOUVERTE

*Cahiers libres*



Olivier Grojean

# La révolution kurde

*Le PKK et la fabrique d'une utopie*



**La Découverte**

9 bis, rue Abel-Hovelacque  
75013 Paris

**S**i vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information, à partir de notre site

**[www.editionsladecouverte.fr](http://www.editionsladecouverte.fr)**,

---

où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

ISBN 978-2-7071-8847-2

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75 006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, Paris, 2017.

*À ma Grand-mère Zabeth.  
À mes parents Brigitte et Denis.*

*Pour Esma, Mahault et Vadim.  
Pour Corinne.*



# *Note sur la prononciation et la transcription du turc et du kurde*

## *Turc*

### *Voyelles*

*e* se prononce « è » (père)

*i* se prononce comme le « *i* » français

*ı* est une nasale intermédiaire entre « *i* » et « *é* »

*ö* se prononce « *eu* » (bleu)

*u* se prononce « *ou* » (chou)

*ü* se prononce « *u* » (prune)

### *Consonnes*

*c* se prononce « *dj* » (djellaba)

*ç* se prononce « *tch* » (Tchéchénie)

*g* est toujours dur (gâteau)

*ğ* ne se prononce pratiquement pas, accentue la voyelle précédente

*h* est expiré

*r* est roulé, à l'espagnole

*s* est toujours dur (salade)

*ş* se prononce « *ch* » (chapeau)

*y* est toujours consonne (yaourt)

Les autres lettres se prononcent comme en français.



## ***Kurde (dialecte kurmancî)***

### ***Voyelles***

*e* se prononce « è » (père), parfois aussi prononcée comme un « a »  
*ê* se prononce comme un « é » très accentué  
*i* est une voyelle courte, proche du « ı » *turc*  
*î* se prononce comme le « i » français  
*u* est une voyelle brève qui se prononce « ou »  
*û* se prononce « ou » (voyelle longue)

### ***Consonnes***

*c* se prononce « dj » (djellaba)  
*ç* se prononce « tch » (Tchéchénie)  
*g* est toujours dur (gâteau)  
*h* est expiré  
*q* est une consonne relativement proche du « k » français, mais venant de la gorge  
*r* est roulé, à l'espagnole  
*s* est toujours dur (salade)  
*ş* se prononce « ch » (chapeau)  
*w* se prononce comme en anglais (what)  
*x* est une consonne équivalente du خ en arabe, transcrite en français par les lettres « kh » (Khaled)

Les autres lettres se prononcent comme en français.

## Avertissement

---

**A** fin de ne pas dérouter le lecteur, nous avons choisi d'utiliser parfois le nom kurde, parfois le nom turc et parfois le nom arabe des différentes villes du Kurdistan, sans que cela n'implique aucun positionnement politique ou idéologique. Ainsi, nous avons employé le nom kurde des villes et régions à majorité kurde de Syrie et non leur nom arabe (Kobanê et non Aïn al-Arab, Cizîrê et non Jazira par exemple). En revanche, nous avons utilisé les noms turcs – bien plus connus aujourd'hui – des villes à majorité ou minorité kurde de Turquie, les correspondances étant explicitées en note (Diyarbakır et non Amed par exemple)<sup>a</sup>. Il nous est cependant arrivé de parler de Dêrsim et non de Tunceli, essentiellement pour des raisons historiques. Pour les villes à majorité kurde d'Irak, nous avons plutôt employé leur nom et transcription arabes (Erbil et non Hewlêr par exemple),

---

a Adiyaman (turc) : Semsûr (kurde) ; Batman : Êlih ; Bingöl : Çewlîg ; Bitlis : Bedlîs ; Cizre : Cizîr ; Diyarbakır : Amed ; Elazığ : Xarpût ; Eruh : Dih ; Erzincan : Erzînganê ; Erzurum : Erzîrom ; Genç : Dara Hênî ; Hakkari : Colemêrg ; Hasankeyf : Heskîf ; Hilvan : Cunrê Reş ; Iğdir : Îdir ; Kars : Qers ; Lice : Licê ; Malatya : Meledî ; Mardin : Mêrdîn ; Muş : Mûş ; Nusaybin : Nisêbîn ; Şemdinli : Şemzînan ; Siirt : Sêrt ; Şırnak : Şirnex ; Tunceli : Dêrsim ; Uludere : Qilaban ; Urfa : Riha ; Van : Wan ; Varto : Gimjim ; Viranşehir : Wêranşar ; Yüksekova : Gewer.

car ceux-ci étaient souvent plus connus des lecteurs francophones. Pour les mêmes raisons, nous avons également utilisé les noms francisés de Mossoul (al-Mōṣul en arabe, Mûsil en kurde) et de Kirkouk (Karkūk en arabe, Kerkûk en kurde). Enfin, certains noms possédant une transcription ancienne et relativement connue ont été conservés (Bedir Khan au lieu de Bedîrxan, Cheikh Saïd au lieu de Şêx Seîd, Khoybûn au lieu de Xoybûn, Massoud Barzani au lieu de Mesûd Barzanî, Ghassemlou au lieu de Qasimlu, Ninive au lieu de Neynewa, Sinjar au lieu de Şengal).

## Introduction

---

### *Mouvement révolutionnaire et (r)évolutions au Kurdistan*

**P**lus de six ans après le début de ce que de nombreux observateurs ont appelé les « printemps arabes » (au Bahreïn, en Égypte, en Jordanie, en Libye, au Maroc, en Syrie, en Tunisie, au Yémen et, dans une moindre mesure, en Algérie, en Arabie saoudite ou au Maroc), et plus de quatre après ce que certains ont appelé le « printemps turc » (en référence aux événements du parc de Gezi en 2013), force est de constater que les soulèvements et contestations au Maghreb et au Moyen-Orient n’ont que très rarement entraîné des changements de régime, encore moins de véritables « révolutions ». Ces printemps ont surtout conduit à des guerres civiles (Libye, Syrie, Yémen), à des restaurations conservatrices ou autoritaires (Égypte) ou à une *realpolitik* très éloignée des aspirations et des désirs d’émancipation initiaux (Algérie, Maroc)<sup>1a</sup>. Au-delà de la critique du mot « révolution » – sans doute employé un peu vite –, certains chercheurs ont même contesté l’emploi du mot « printemps » (en référence au « printemps des peuples » en 1848 ou au « printemps de Prague » en 1968), se rendant bien compte qu’il s’agissait surtout de crises politiques

---

a Toutes les notes de référence sont classées par chapitre, à la fin de ce livre, p. 231.

ou de renversements de régimes dont l'issue demeurerait très incertaine<sup>2</sup>.

Au vu du titre de cet ouvrage, les Kurdes feraient-ils donc exception ? Ce peuple est majoritairement présent en Turquie (on estime que les Kurdes y sont environ 15 millions), en Iran (environ 10 millions), en Irak (environ 5 millions) et en Syrie (environ 2 millions), avec des prolongements « diasporiques » importants, en Europe notamment (plus de 1,5 million, à 80 % originaires de Turquie), dont près de 900 000 en Allemagne et environ 250 000 en France. Les Kurdes sont également nombreux en ex-URSS, au Liban et en Israël et, dans une moindre mesure, aux États-Unis, au Canada et en Australie. Ils parlent différents dialectes kurdes, dont les principaux sont le kurmancî en Turquie, Iran, Irak et Syrie, le soranî en Irak et en Iran, le zazakî en Turquie. Le kurde s'écrit avec des caractères latins (Turquie et Syrie), l'alphabet arabe ou arabo-persan (Irak, Iran et Syrie) ou encore l'alphabet cyrillique (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, ex-URSS). Les politiques d'assimilation ont fait que les Kurdes parlent également bien souvent (voire plus souvent) la langue de l'État dont ils dépendent (le turc, l'arabe ou le persan). Si le sentiment d'appartenance à un grand « Kurdistan » est assez généralisé dans les quatre zones à majorité kurde, les politiques étatiques et les stratégies des différents partis ont également conduit à une certaine différenciation des Kurdistans d'Iran, d'Irak, de Turquie et de Syrie. Le peuple kurde, qui revendique depuis près d'un siècle sa reconnaissance, a vu ses luttes profondément bouleversées par l'intervention américaine contre Saddam Hussein en 2003 et par la guerre civile syrienne, au point que certains auteurs ont à ce propos évoqué un « printemps kurde<sup>3</sup> ». Non que la guerre contre l'Irak ait provoqué un sursaut insurrectionnel au Kurdistan (qui n'a sans doute pas connu une seule année sans lutte armée depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle), mais les événements qui se déroulent là-bas depuis 2003, en Syrie depuis 2011, et en Turquie depuis 1999 puis 2015 ont profondément bouleversé les équilibres politiques dans la région et, ce faisant, le mou-

vement national kurde dans son ensemble<sup>a</sup>. S'il est donc vrai que les Kurdes irakiens se sont engagés dans une dynamique d'autonomisation vis-à-vis de Bagdad après l'intervention militaire américaine (et suite à un long processus débuté après la première guerre du Golfe en 1991), s'ils ont construit de nouvelles institutions qui tranchent avec les pratiques de l'ancien régime de Saddam Hussein, il reste difficile de parler à leur sujet de « révolution ». En effet, cette autonomie est plutôt venue d'en haut, octroyée par les institutions internationales, les États-Unis et le nouveau pouvoir irakien, et a laissé place à des incertitudes politiques profondes et à une contestation populaire de plus en plus forte du Gouvernement régional kurde (GRK). En Iran, les Kurdes – discriminés en tant que Kurdes et parce que majoritairement sunnites dans un État se fondant sur le chiisme – restent soumis à l'oscillation entre fermetures et relatives ouvertures des gouvernements conservateurs ou réformateurs, alors que le pouvoir réel reste aux mains du « gouvernement des juristes théologiens » (*velayet-e faqih*). Si un certain nombre d'activistes et de militants prokurdes sont mobilisés et subissent la répression, on ne peut pas là non plus parler – et de loin – de « révolution ». En fait, quand un certain nombre d'observateurs (chercheurs, intellectuels, activistes) parlent de « révolution », c'est pour parler de la situation d'autonomie inédite au Kurdistan de Syrie (le Rojava<sup>b</sup>) et de la « nouvelle » idéologie du Parti des travailleurs du Kurdis-

---

a Par son histoire, le mouvement kurde s'inscrit dans une dynamique « nationale » et « nationaliste » depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, même si les partis politiques contemporains tendent à « gommer » ces arguments, qui ne sont plus internationalement légitimes depuis la fin de la décolonisation et la fin des guerres liées à la chute de l'URSS.

b Les Kurdes utilisent les points cardinaux pour qualifier les différentes parties du Kurdistan. Rojava (ouest) désigne ainsi le Kurdistan de Syrie, Bakur (nord) le Kurdistan de Turquie, Başûr (sud) le Kurdistan d'Irak et Rojhilat ou Rojhilat (est) le Kurdistan d'Iran. Si le terme de Rojava s'est imposé en français depuis 2012, ce n'est pas (encore ?) le cas des autres parties du Kurdistan. Afin de faciliter la lecture, nous emploierons donc indistinctement les termes « Rojava » ou « Kurdistan de Syrie », mais qualifierons le plus souvent les autres parties du Kurdistan en référence aux États qui les gouvernent.

tan (PKK, Partiya Karkerên Kurdistan). Pour ces observateurs, le PKK, qui lutte en Turquie mais aussi au Moyen-Orient aux côtés de ses organisations-sœurs (en Iran, Irak et Syrie), tente en effet de mettre en place un « communalisme libertaire » socialiste, multiethnique et multiconfessionnel, écologiste et féministe, fondé sur la participation active de la population dans des communes devenues autonomes<sup>4</sup>. C'est ce parti et cette mouvance, surtout active en Turquie et en Syrie *via* le PYD (Partiya Yekîtiya Demokrat, Parti de l'union démocratique), mais aussi en Iran et en Irak, qui sont l'objet de ce livre. Or, si le PYD est aujourd'hui relativement courtisé par les pays occidentaux en lutte contre l'État islamique (EI), le PKK reste inscrit sur les listes des organisations « terroristes » dressées par l'Union européenne et les États-Unis<sup>a</sup>.

Le PKK et le PYD ont fait la une des médias occidentaux lors de la bataille de Kobanê, cette ville du Kurdistan syrien située à la frontière turque et assiégée par Daech de septembre 2014 à janvier 2015. Le monde a alors « découvert » les combattants – et surtout les combattantes – du mouvement kurde et a majoritairement interprété leur lutte comme un symbole de résistance à l'EI<sup>b</sup>. Au-delà, certains y ont également vu l'embryon d'une « nouvelle » contestation globale contre le capitalisme débridé et destructeur de l'environnement, le patriarcat et l'autoritarisme étatique. Pourtant, le PKK est une organisation ancienne. Fondé en Turquie en 1978, en guerre contre l'État turc depuis 1984, le Parti des travailleurs du Kurdistan a été dirigé jusqu'en 1999 par Abdullah Öcalan, arrêté cette année-là et condamné en Turquie à la peine de mort

- 
- a Les relations de dépendance – complexes et controversées – entre le PKK et ses organisations-sœurs seront explicitées dans le chapitre 3. Retenons pour le moment que si le PYD est bien une organisation différente du PKK s'inscrivant dans sa mouvance, il a perdu de son poids politique au profit de sa branche armée, dont les combattants sont directement encadrés par des commandants aguerris de l'aile militaire du PKK.
- b Chez les Kurdes d'Irak et d'Iran, les combattants sont appelés « peshmerga » (ou *pêşmerge* en kurde), soit « Ceux qui vont au-devant de la mort », alors qu'au sein des organisations pro-PKK, ce sont des « gerilla », des guérilleros.

(commuée ensuite en prison à vie). Bien qu'il ne dirige plus formellement le PKK, Öcalan reste le leader incontesté de l'organisation et continue à « conseiller » ses cadres depuis sa prison. Il est aujourd'hui considéré comme le principal architecte de la reconstruction idéologique du parti autour de la notion de « confédéralisme démocratique ». La mise en pratique de cette nouvelle idéologie au Kurdistan de Turquie et au Rojava a donné l'impression que les choses changeaient rapidement et concrètement, ce qu'a renforcé une médiatisation des Kurdes pour le moins inédite, même lors de la guerre du Golfe en 1991, la cavale d'Öcalan avant son arrestation en 1999 ou l'invasion de l'Irak en 2003. Selon certains commentateurs, on assisterait donc aujourd'hui à la réalisation d'une utopie en acte, à une véritable « révolution kurde ».

L'idée de « révolution » pose cependant problème, car elle dépend en premier lieu du résultat produit et ne peut donc être jugée qu'*a posteriori* : il est peut-être encore trop tôt pour juger des transformations sociales, économiques et politiques ayant affecté le Kurdistan de Turquie et le Rojava depuis le début des années 2010. Et cela d'autant plus que, si les nouvelles institutions kurdes mises en place par le PYD ont résisté à la menace de l'EI, elles restent sujettes au bon vouloir de Damas et des puissances étrangères engagées dans le conflit syrien (États-Unis, Russie, Turquie et Iran notamment). Sans doute serait-il plus juste de parler, comme l'historien américain Charles Tilly, de « situation révolutionnaire », définie comme une « situation de souveraineté multiple dans laquelle le pouvoir étatique fait l'objet de prétentions concurrentes soutenues par une fraction significative de la population et sans que ledit pouvoir puisse ou veuille réprimer la coalition oppositionnelle<sup>5</sup> ». Mais si, comme nous le verrons, cette situation peut bien se retrouver au Kurdistan syrien, il n'en va pas de même en Turquie, où le pouvoir central, loin d'être fragilisé, cherche à réprimer toute velléité d'autonomie kurde, comme on le voit depuis juillet 2015, et plus encore depuis la tentative de coup d'État de juillet 2016, puis le référendum de mars 2017, qui a octroyé – grâce à de multiples



irrégularités – un pouvoir quasi illimité au président Erdoğan. En revanche, et c'est ici que l'idée de révolution revient, il ne fait guère de doute que le PKK est bien un mouvement « révolutionnaire », avec des intentions « révolutionnaires » affichées, contestant un ordre considéré comme injuste depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, mobilisant divers secteurs de la société et tentant de mettre en place des institutions alternatives. Au-delà, le PKK est sans doute l'une des rares organisations politiques au niveau mondial à avoir réussi à engendrer un monde partisan singulier, une mouvance associative extrêmement large, qu'il ne contrôle pas directement mais qui lui assure des relais importants dans presque tous les secteurs de la société<sup>a</sup>. Bref, cet ouvrage ne s'inscrit pas tant dans la littérature sur les révolutions que dans celle consacrée aux organisations politiques radicales et aux mouvements révolutionnaires : il visera d'abord à décrire et à analyser les logiques d'action et les modes de gouvernement de ce parti finalement assez méconnu qu'est le PKK, de ses organisations-sœurs en Syrie, en Iran et en Irak, de sa mouvance légale et illégale en Turquie et en Europe.

À ce titre, de nombreux observateurs insistent sur les mutations radicales qu'aurait subies le parti à partir du milieu des années 2000. Le renouvellement idéologique impulsé par Öcalan permettrait, selon eux, de comparer le PKK à d'autres mouvements de dissidence armée, telle l'Armée zapatiste de

---

a On doit distinguer les *militants politiques* du PKK ou de ses organisations-sœurs (« révolutionnaires » professionnels travaillant à temps plein pour le parti) de leurs *sympathisants actifs* (adhérents ou sympathisants d'associations pro-PKK en Europe ou au Moyen-Orient, membres ou sympathisants des partis prokurdes légaux en Turquie, miliciens pro-PKK au Moyen-Orient). Les premiers, seuls soumis à une discipline partisane singulière, ne représentent sans doute que quelques milliers de personnes (ils ne sont par exemple que quelques centaines en Europe) ; les seconds en revanche se comptent par centaines de milliers en Europe et au Moyen-Orient. Par ailleurs, la branche armée du PKK comprend probablement entre 5 000 et 10 000 *combattants*, tandis que les forces armées du PYD et des HSD (Forces démocratiques syriennes) en Syrie comptent plus de 60 000 *combattants*, en raison de leur expansion territoriale (elles comprennent d'ailleurs aujourd'hui environ 70 % d'Arabes) et de la lutte contre l'État islamique.

libération nationale (EZLN, Ejército zapatista de liberación nacional) active au Chiapas (Mexique) depuis le milieu des années 1990 : passage du nationalisme marxiste-léniniste au « confédéralisme démocratique », évolution de la structuration stalinienne de l'organisation vers des formes libertaires d'autogouvernement des populations, articulation et intégration croissante des luttes contre le capitalisme, l'étatisme, le patriarcat et les désastres environnementaux... Autrement dit – et l'idée de révolution resurgit ici dans un sens un peu différent –, le PKK se serait engagé dans sa propre « révolution » interne. Or, s'il ne fait aucun doute que toutes ces questions ont été retravaillées par Öcalan depuis son arrestation en 1999, elles possèdent toutes une longue histoire au sein du mouvement : expérimentées concrètement dès les années 1980 ou 1990, elles ne sont pas apparues subitement entre 2003 et 2007 comme on l'entend fréquemment. Un certain nombre de constantes doivent de plus être repérées, qu'il s'agisse de la violence utilisée par le mouvement, de l'idée d'avant-garde éclairée, de l'insistance sur la responsabilité historique des Kurdes quant à leur propre sort ou encore de la théorie de l'« Homme nouveau », qui restent encore aujourd'hui des vecteurs cruciaux de la mobilisation. Plus particulièrement, les modes de gouvernement et d'administration du PKK, élaborés dans les années 1980 et 1990, continuent d'être appliqués de manière très similaire aujourd'hui. Il faut noter par ailleurs que l'enthousiasme de nombreux intellectuels, journalistes et activistes internationaux à propos du PKK semble avoir des effets fausement performatifs : en s'en tenant aux discours, ils tendent à occulter les différences pouvant exister entre les énoncés et les pratiques réelles. Pour ne donner qu'un seul exemple, peu d'observateurs ont souligné les ambivalences inhérentes au projet majeur du parti : organiser et encadrer la mise en place d'institutions alternatives, tout en affirmant qu'elles sont autogérées et issues de la « société civile » ; remplacer les institutions étatiques par d'autres institutions concurrentes en défendant l'idée qu'il ne souhaite pas construire un État

kurde<sup>a</sup>... Enfin, si ces lectures du phénomène PKK tentent bien d'analyser le parti dans ses rapports à ses adversaires et concurrents (État islamique, État turc, Gouvernement régional kurde d'Irak, institutions internationales, etc.), elles minimisent souvent les conséquences de ces interactions sur le mouvement kurde lui-même. Pourtant, la violence et la durée du conflit kurde de Turquie, les espoirs soulevés par l'autonomisation progressive du Kurdistan d'Irak depuis 2003, la rivalité de plus en plus manifeste avec le PDK (Partîya Demokrata Kurdistanê, Parti démocrate du Kurdistan) irakien de Massoud Barzani dans la région, la violence de la guerre civile en Syrie puis l'ouverture d'opportunités apparues après le retrait de l'État syrien du Rojava à l'été 2012 ont eu et ont toujours d'importantes conséquences sur la façon dont les dirigeants et militants du PKK perçoivent leurs actions, sur la manière dont ils sont perçus par les populations, ou sur les stratégies partisans qu'ils mettent en place. En d'autres termes, dans une démarche non complaisante mais réellement compréhensive, les influences du contexte sur les discours et les pratiques du parti d'Öcalan méritent d'être davantage mises en lumière afin de mieux saisir les logiques d'action et de situation du mouvement kurde aujourd'hui.

Ainsi, sans céder à la prédiction rétrodictive<sup>6</sup>, c'est-à-dire à la recherche de causes ayant conduit à faire advenir telle ou telle situation<sup>7</sup>, il s'agira d'observer la genèse de ce mouvement, d'en resituer l'historicité, « pour mieux comprendre comment le passé pèse sur le présent<sup>8</sup> », mais surtout en privilégiant la restitution précise « des logiques de construction des institutions » et l'analyse approfondie « du rapport des individus [...] à ces mêmes institutions ». Au-delà de la simple généalogie, cette analyse sociohistorique pourra donc permettre de

---

a À partir de nombreux exemples historiques et comparés, la sociologie politique définit les guerres civiles par l'idée de « souverainetés multiples » : affaiblissement de l'État central (perte de son monopole de l'usage la violence, de son monopole fiscal, de son monopole juridictionnel) et naissance d'institutions concurrentes visant précisément à reprendre en charge les attributions et fonctions de cet État.

décaler le regard de deux manières. D'une part, la perspective conduira à relativiser ce que l'on perçoit souvent comme des transformations radicales, des nouveautés, des changements de perspective profonds, voire des « révolutions », là où certaines continuités, certaines sédimentations ou, au contraire, certains processus d'érosion peuvent permettre de rendre compte des évolutions lentes qui ont affecté le PKK sur le long terme. D'autre part, nous chercherons à remettre en perspective les catégories d'entendement des différents acteurs, c'est-à-dire à resituer le déroulé historique de leur univers des possibles et de leurs horizons d'attente, mais aussi à « faire émerger les possibles écartés par l'histoire<sup>9</sup> ».

Finalement, cet ouvrage replace le PKK et sa mouvance dans l'histoire plus large du mouvement national kurde et, encore plus globalement, de la question kurde au Moyen-Orient, en cherchant à interpréter les configurations conflictuelles contemporaines à l'aune de leur genèse. Pour autant, cette histoire ne se veut pas exhaustive et plusieurs focales ont été privilégiées. On ne s'étonnera pas tout d'abord de ne lire que peu de développements sur l'islam, alors que les Kurdes sont majoritairement musulmans sunnites (avec une grosse minorité alévie en Turquie, des populations chiites en Iran et en Irak, ainsi que yézidiés dans les quatre pays<sup>a</sup>) et que les questions confessionnelles structurent bien souvent les relations politiques au Moyen-Orient : le PKK est en effet un parti laïque, neutre vis-à-vis des religions, même s'il a parfois pu instrumentaliser la variable religieuse, ce qui en fait d'ailleurs aujourd'hui une sorte d'exception dans la région. Issu de la gauche turque, le PKK est par ailleurs un parti fondamentalement influencé par le contexte turc (même si son

---

a L'alévisme est une confession hétérodoxe de l'islam, proche du chiisme. Il existe cependant encore des luttes de définition de l'alévitité, certains considérant qu'elle se rapproche davantage d'une philosophie, d'autres qu'elle s'apparente à un groupe ethnique distinct. On retrouve d'ailleurs un tel phénomène dans le yézidisme, cette religion monothéiste syncrétique qui puise une partie de ses croyances dans le zoroastrisme et qui s'acquiert par la naissance.

champ d'action s'est rapidement régionalisé et transnationalisé) et la mise en application la plus aboutie de son projet se déroule aujourd'hui au Rojava, c'est-à-dire en territoire syrien : ces deux espaces seront ainsi bien davantage étudiés que les Kurdistan irakien et iranien, dominés par des logiques qui dépassent l'influence du seul parti d'Öcalan. Cependant, ne s'intéresser qu'à ces deux espaces ne suffit pas en raison de la progressive formation d'un espace politique kurde à l'échelle du Moyen-Orient, où dominent deux acteurs concurrents très différents, le PKK et le PDK, qui sont engagés dans une lutte d'influence tant en Syrie qu'en Irak aujourd'hui<sup>10</sup>. Le choix a également été fait de se concentrer sur les pratiques de pouvoir du PKK : les relations qui se nouent entre le parti et ses militants, entre le parti et les populations qu'il tente tout à la fois de mobiliser et de contrôler. Pour ce faire, une attention particulière a été accordée aux premières expériences d'encadrement et de mobilisation des populations en Europe dès 1981, puis en Irak au sein des différents camps de réfugiés kurdes de Turquie à partir de 1994, au Rojava depuis 2012, et enfin dans la région du Sinjar irakien (homonyme de sa capitale et de son mont Sinjar) depuis 2014. Les pratiques du PKK ont donc fait l'objet d'une analyse microsociologique (« qu'est-ce que qui se passe vraiment ? ») plutôt que d'une étude macro-historique ou « géopolitique »<sup>a</sup>. La mise en lumière des évolutions et mutations du PKK a nécessité une étude précise de l'articulation entre les discours et les pratiques de l'organisation : les pages qui suivent tentent donc de toujours mettre en parallèle ces deux dimensions ; c'est à ce prix qu'il est possible de rendre compte de manière synthétique de ce que *pensent* et de ce que *font* aujourd'hui les dirigeants, les militants et les sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan.

On ne lira pas ici une histoire chronologique du PKK, de ses origines en 1974 à ses développements politiques les plus

---

a En cela, et même si l'architecture théorique de l'ouvrage a volontairement été allégée, les perspectives développées ici s'appuient surtout sur la sociologie des partis et institutions politiques et sur la sociologie des mobilisations.

récents. Même si ce type d'écriture de l'histoire peut faire sens, le risque demeure pour le lecteur (mais aussi pour l'auteur) de retomber dans une vision téléologique des événements, et de se perdre dans une multitude de détails difficiles à hiérarchiser et à thématiser. Pour autant, l'histoire de la question kurde au Moyen-Orient, et plus particulièrement en Turquie, ainsi que le processus de formation du PKK des années 1970 à nos jours seront d'abord retracés : cette histoire permettra de fournir les clés d'une compréhension globale des conflits kurdes tout en proposant une grille de lecture accessible de leurs mutations. La suite de l'ouvrage est plus thématique, même si elle restitue également les évolutions diachroniques du mouvement. Après avoir observé les transformations de l'idéologie et des discours du PKK et le statut de ces discours, nous analyserons la manière dont ces discours ont été mis en pratique (ou non) au sein de l'organisation et des espaces sous son contrôle. Puis nous reviendrons plus en détail sur les politiques emblématiques du PKK (politique économique, environnementale et d'égalité hommes-femmes) en en restituant la genèse à la fois discursive et pratique. Enfin, nous réinscrivons le mouvement kurde de Turquie dans son environnement extérieur, en partant de son internationalisation, des difficultés et des soutiens que celle-ci génère, avant d'observer en quoi la régionalisation de la question kurde (à l'échelle du Moyen-Orient) ouvre de nouvelles opportunités au PKK tout en laissant aux États de la région une marge de manœuvre qu'ils n'ont jamais cessé d'exploiter. Le tout forme donc bien une micro-socio-histoire en train de se faire, dont on peut dégager des dynamiques sur le temps long, mais dont l'issue demeure incertaine, et surtout imprévisible.

# Table

---

<b>Note sur la prononciation et la transcription du turc et du kurde</b>	<b>7</b>
<b>Avertissement</b>	<b>9</b>
<b>Introduction. Mouvement révolutionnaire et (r)évolutions au Kurdistan</b>	<b>11</b>
<b>1. Le PKK et le conflit kurde en Turquie</b>	<b>23</b>
<i>La fondation du PKK : entre mouvement kurde     et gauche turque</i>	25
<i>Un mouvement qui tire sa source des révoltes         du début du xx<sup>e</sup> siècle</i>	25
<i>La renaissance des revendications kurdes         dans les années 1960 et 1970</i>	29
<i>De la fondation du PKK aux débuts de la lutte armée</i>	33
<i>Le conflit kurde : de la guérilla à la « sale » guerre</i>	38
<i>Une stratégie du boomerang ? La transnationalisation         du mouvement kurde</i>	38
<i>De la contre-insurrection à l'élargissement         des mobilisations</i>	40
<i>Dynamiques de nationalisation, dynamiques         de régionalisation</i>	43
<i>Les recompositions du conflit à partir des années 2000</i>	44
<i>L'arrestation d'Öcalan et les promesses non tenues         de l'AKP</i>	44

« Le soleil et la galaxie » : Öcalan, la mouvance PKK  
et la reprise de la lutte armée 48  
Entre politique locale, enjeux nationaux et dimensions  
régionales : le conflit kurde de Turquie aujourd'hui 50

## 2. Du marxisme-léninisme à l'utopie communaliste

57

*Les débuts d'une lutte de libération nationale :  
les références idéologiques d'Öcalan* 58

*Aux origines idéologiques du PKK : un mouvement  
marxiste-léniniste et nationaliste* 58

*Entre interne et externe, l'ambivalence des discours* 63

*Se libérer via la révolution et la violence : vers une théorie  
de l'Homme nouveau* 66

*Ce que la clandestinité fait à la lutte* 66

*Lutte et production de soi* 68

*De la « civilisation démocratique » au « confédéralisme  
démocratique »* 74

*Le PKK en quête d'une nouvelle identité :  
civilisation démocratique et République populaire* 74

*Le confédéralisme démocratique : Öcalan et les penseurs  
de la gauche utopique* 79

*Quelles convergences entre les projets politiques du PKK  
et ceux de l'EZLN ?* 83

## 3. Du gouvernement des militants à celui des populations

89

*Homme nouveau et discipline. La production  
du militant PKK* 90

*Un modèle d'institution totale : l'Académie Mahsum  
Korkmaz dans les années 1990* 90

*La généralisation de la discipline aux différentes  
branches des organisations pro-PKK* 97

*S'imposer comme pouvoir, en Europe et au Moyen-Orient* 106

*Échec des « zones libérées », mobilisation de la « diaspora »  
kurde en Europe et retour en Turquie* 107

*Des espaces gouvernés par le PKK ? Les cas de Maxmûr,  
du Rojava et du Sinjar* 118



<b>4. Au-delà des projets : les politiques du PKK</b>	<b>131</b>
<i>Les politiques économiques et sociales du PKK aujourd'hui</i> 132	
<i>La dimension économique de l'« autonomie démocratique » au Kurdistan de Turquie</i> 135	
<i>L'« économie sociétale » au Rojava : opportunités et contraintes d'un projet alternatif</i> 140	
<i>La lente autonomisation de la cause écologiste</i> 144	
<i>Politique énergétique nationale, contre-insurrection et patrimoine</i> 144	
<i>L'avènement de la question écologique : des droits de l'homme à l'environnement humain</i> 147	
<i>Le confédéralisme démocratique et l'écologie aux Kurdistans de Turquie et de Syrie</i> 149	
<i>La question féminine ou les ambivalences d'une politique de genre</i> 152	
<i>Genèse d'une théorie de la « Femme libre »</i> 154	
<i>Des mises en pratique ambivalentes : « libération féminine » et assujettissement des militants</i> 157	
<i>Question féminine et autonomie démocratique : une émancipation est-elle possible ?</i> 162	
<b>5. De l'internationalisation de la cause kurde de Turquie à sa régionalisation : États et conflits au Moyen-Orient</b>	<b>167</b>
<i>L'internationalisation de la question kurde à partir des années 1980</i> 168	
<i>La question kurde de Turquie dans les relations internationales et turco-européennes</i> 169	
<i>Les soutiens non institutionnels du PKK dans les années 1980 et 1990</i> 174	
<i>Vers un mouvement anticapitaliste global ?</i> 182	
<i>Dimensions locale, régionale et internationale des conflits kurdes aujourd'hui</i> 186	
<i>Guerre civile et « confédéralisme démocratique » : le mouvement kurde en Syrie</i> 190	
<i>Le Kurdistan de Turquie : l'« autonomie démocratique » en contexte guerrier et autoritaire</i> 196	

<b>Conclusion</b>	203
<b>Remerciements</b>	207
<b>Bibliographie</b>	209
<b>Liste des acronymes liés à la question kurde</b>	221
<b>Notes</b>	231

# La Révolution KURDE

LE PKK ET LA FABRIQUE D'UNE UTOPIE

Depuis quelques années, le PKK turc et le PYD syrien sont au centre de l'attention des gauches mondiales. Certains observateurs, comme l'anthropologue David Graeber, l'historien Immanuel Wallerstein ou le linguiste Noam Chomsky les considèrent comme une des rares lueurs d'espoir dans le chaos moyen-oriental et comparent leurs expérimentations politiques à celles des zapatistes du Chiapas. En effet, ces organisations apparaissent comme un point de convergence de nombreuses luttes «nouvelles»: le combat militaire contre l'«obscurantisme» de Daech; une forme avancée de féminisme contre le «patriarcat» islamiste et traditionaliste; une volonté de promouvoir un «confédéralisme démocratique» postmarxiste et libertaire; ou encore une manière renouvelée de contester le capitalisme et le culte de la croissance, au profit d'une écologie radicale.

Pourtant, le PKK et ses organisations sœurs restent très méconnus. Fondé en 1978 et dirigé par son chef Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999, ce parti radical, d'abord indépendantiste puis autonomiste, revendique s'être défait de ses oripeaux marxistes-léninistes pour développer une forme d'autogouvernement proche de la conception municipaliste de l'anarchiste américain Murray Bookchin. Qu'en est-il en vérité? C'est ce que révèle ce livre essentiel – accessible, informé et distancié – sur la «révolution» en cours au Kurdistan.

**Olivier Grojean** est maître de conférences en science politique à l'université Paris 1 - Panthéon Sorbonne. Il est spécialiste de la question kurde, et en particulier du PKK.



La Découverte

www.editions-ladecouverte.fr  
9 bis, rue Abel-Hovelacque  
75013 Paris



9 782707 188472

17 € ISBN 978-2-7071-8847-2  
09-2017